

VERS UN EFFONDREMENT DU SOUTIEN OCCIDENTAL POUR L'UKRAINE ?

Par Pierre CLAIRE, Directeur adjoint des études du Millénaire

William THAY, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

Alors que nous nous approchons du deuxième anniversaire du début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, jamais le soutien occidental envers Kiev n'a été autant remis en cause. D'un côté, les opinions publiques marquées par une crise économique et une inflation record se préoccupent davantage de la fin du mois que de la fin de l'Ukraine. De l'autre côté, les dissensions politiques entre Kiev et ses alliés alimentent la méfiance au sein de la coalition.

Ainsi, on observe une division à la fois au sein de la coalition occidentale mais également dans chacun des pays concernés. Les échecs de la contre-offensive et les positions tranchées de Volodymyr Zelensky ainsi que Vladimir Poutine laissent imaginer la perspective d'un conflit long et usant. À ce titre, les gouvernants et leurs citoyens font davantage preuve de lassitude alors que la perspective d'une victoire de l'Ukraine à travers la reconquête des territoires perdus depuis 2014 s'éloigne.

Il faut également ajouter que de nouveaux paramètres se sont introduit depuis le début du conflit. Tout d'abord, l'émergence de nouveaux fronts avec le conflit entre Israël et le Hamas tout comme celui de Taiwan qui attirent également l'attention de l'Occident. Ensuite, les hypothèses initiales ne se sont pas totalement confirmées. D'un côté, la résistance de l'économie occidentale comme de son aide n'a pas été totalement au rendez-vous. De l'autre côté, la Russie a mieux résisté que prévu aux différentes sanctions, menaces internes et effondrement de son appareil militaire et administratif.

Face à ces différents défis et ces nouvelles composantes, Volodymyr Zelensky qui symbolise la résistance ukrainienne, se montre inquiet et appelle l'Occident à poursuivre son soutien. En effet, l'Ukraine ne pourrait pas l'emporter sans l'aide occidentale. De plus, une défaite pourrait avoir des conséquences encore plus importantes sur la crédibilité de l'Occident à régir les affaires mondiales.

AVANT-PROPOS	2
<i>Un soutien occidental unanime À Zelensky</i>	<i>4</i>
Avec l'éclatement de la Guerre : l'Occident presque unanime.....	4
Une aide graduelle	5
Exemple de la Pologne : Une possible fatigue et un soutien vacillant ?.....	8
<i>Un soutien occidental qui s'effrite ?</i>	<i>11</i>
L'échec de la contre-offensive montre que la guerre devrait durer.....	11
La guerre entre Israël et le Hamas rabat les cartes.....	14
Une situation économique morose en Occident et une opinion publique qui pourrait se détourner de l'Ukraine	18
<i>Quel avenir pour le soutien occidental à l'Ukraine ?</i>	<i>21</i>
Sans évolution, la Russie ne va pas s'effondrer.....	21
Un avenir incertain, d'autant plus que Zelensky ne veut pas négocier	23
La peur de l'escalade à Taiwan	24
Une UE incapable de se substituer à l'aide américaine	26
<i>Quelles conséquences d'une fin du soutien occidental à l'Ukraine ? l'Occident vers la fin de l'Histoire ?.....</i>	<i>27</i>
Vers une neutralisation de l'Ukraine ?	27
Un échec de l'Occident qui pourrait être le point de bascule de la fin de l'histoire ? ..	30
CONCLUSION.....	32

UN SOUTIEN OCCIDENTAL UNANIME À ZELENSKY

AVEC L'ÉCLATEMENT DE LA GUERRE : L'OCCIDENT PRESQUE UNANIME

Avant même l'éclatement de la Guerre, la **totalité du camp occidental était uni dans son rejet de la Russie**, même si la France par l'intermédiaire du président Macron a souhaité maintenir un dialogue avec Vladimir Poutine (visite au Château de Versailles, maintien des discussions avant et après le déclenchement de l'invasion). L'annexion de la Crimée n'avait jamais été digérée et avait conduit à des sanctions européennes par exemple¹.

Ainsi, lorsque la pression de la Russie aux frontières ukrainiennes s'est faite plus forte et que l'invasion semblait se rapprocher, **les Occidentaux ont parlé d'une même voix pour soutenir Volodymyr Zelensky et s'opposer au maître du Kremlin**. Emmanuel Macron, pour ne citer que lui, a multiplié les appels et s'est même rendu en Russie pour rencontrer Vladimir Poutine, en vain...

Le 22 février 2022, l'armée russe est entrée sur le territoire ukrainien et a envahi une partie de son territoire. La rapidité de l'offensive en a surpris plus d'un en Occident alors que quelques heures auparavant beaucoup pensaient Poutine incapable d'envahir le pays. Devant l'avancée des troupes russes, en particulier à Kiev, les États-Unis ont proposé au Président ukrainien de l'évacuer. Volodymyr Zelensky a donné une fin de non-recevoir aux Américains en affirmant qu'il ne comptait pas s'enfuir, déclarant qu'il n'avait pas besoin d'un transport mais plutôt de munitions car la guerre était là². C'est donc la première demande de soutien formulée par Zelensky, qui

¹ <https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-eu-idUSKBN0JW18020141218/>

² <https://edition.cnn.com/2022/02/26/europe/ukraine-zelensky-evacuation-intl/index.html>

donnera le ton de ce conflit. En effet, **les Ukrainiens se sont montrés héroïques et ont pu repousser les Russes dès le mois d'avril, mais sans l'aide occidentale ils n'auraient jamais été en mesure de le faire.**

Avec **le début de l'invasion tous les pays occidentaux ont décidé de soutenir de manière unanime l'Ukraine.** Ainsi dans les jours ayant suivi le lancement de l'offensive. Le 23 février, le Royaume Uni a promis 3,5 milliards de livre d'aide financière à l'Ukraine, le 25 février la France a donné 300 millions d'euros, le 27 février l'Union Européenne a donné pour 450 millions d'euros d'armes létales et pour 50 millions de matériel. Les États-Unis se sont montrés les plus généreux et ont très rapidement décidé la livraison de matériel et une aide financière à l'Ukraine.

Certaines entreprises comme Starlink ont décidé de fournir une aide à l'Ukraine. Ainsi, dès mars 2022, la société d'Elon Musk spécialisée dans les communications par satellite a décidé de fournir un accès illimité à son réseau à l'armée ukrainienne. Cette aide s'est montrée capitale pour l'avancée des troupes ukrainiennes.

Dans les premiers instants, **la communauté s'est focalisée sur l'aide humanitaire à l'Ukraine.** Que ce soit pour les millions d'Ukrainiens déplacés et forcés de quitter leurs habitations, que pour les secours locaux qui faisaient face à une véritable crise humanitaire. On parle de nourriture, de matériel médical ou un soutien financier par le biais par exemple d'ONG.

Avec l'évolution de la guerre et la résilience des forces ukrainiennes, cette aide s'est muée en une aide militaire...

UNE AIDE GRADUELLE

Même si l'Occident a aidé l'Ukraine rapidement et lui a envoyé du matériel non létal et une aide militaire conséquente, il faut signaler **qu'il y a toujours eu un décalage entre ce que Volodymyr Zelensky demandait et ce que les Occidentaux lui fournissaient.** Ainsi dès mars 2022, Zelensky a demandé

des avions et des chars à ses alliés³. Très tôt dans le conflit, il a demandé des armes offensives qui lui auraient permis de contrer l'influence russe sur les champs de bataille. Pour autant l'Occident s'est très longtemps cantonné à livrer des armes défensives, craignant qu'en répondant positivement aux demandes de Zelensky ils soient considérés comme des co-belligérants par la Russie. Ainsi les premières livraisons d'armes comprenaient des missiles anti-char, des systèmes anti-aérien ou des munitions. L'aide occidentale s'est aussi matérialisée par un partage de connaissances et un entraînement offert à l'armée ukrainienne.

Face à cela, Zelensky n'a pas eu de cesse de **demandeur des armes offensives à ses alliés occidentaux ainsi qu'une intensification de l'aide**. Mais le président ukrainien n'a pas été écouté, ne recevant que des chars et avions datant de l'époque soviétique en provenance de **Pologne ou d'autres pays frontaliers. Ces derniers se sont montrés plus actifs que d'autres pays de l'OTAN dans le soutien à l'Ukraine**, se sachant menacé en cas de défaite de Kiev.

Au fur et à mesure que le conflit perdurait, les Occidentaux ont réalisé que sans une aide massive de leur part, il serait impossible à l'Ukraine de lutter efficacement contre l'armée russe. En effet, plus l'armée ukrainienne avançait, plus nous réalisions que Kiev ne devait plus uniquement se défendre mais aussi attaquer. Ainsi, dès le mois d'avril, les Américains ont commencé à faire parvenir des armes plus avancées et proches de ce que Zelensky demandait depuis de longues semaines⁴. Sans cette aide accrue, il était impossible à l'Ukraine de récupérer le territoire perdu (ce que les Occidentaux voulaient).

Le **véritable tournant (et moment de soulagement pour Zelensky) est survenu durant l'été 2022**, quand les Américains ont décidé de fournir à

³ <https://theweek.com/russo-ukrainian-war/1011819/zelensky-asks-for-1-percent-of-natos-tanks-and-planes>

⁴ <https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/3032926/howitzers-proving-very-effective-against-russians-dod-official-says/>

l'Ukraine des systèmes d'artillerie de longue portée comme les M777 Howitzers et les lanceurs HIMARS. Ces armes, auxquelles sont venues d'ajouter d'autres armes occidentales comme les canons CAESAR français se sont montrées capitales. **Elles ont contribué à une évolution du rapport de force sur le champ de bataille, avec une reprise de territoire importante de la part de l'Ukraine.** Elles permettaient de cibler les positions russes avec précision, le tout à distance ce qui a permis de déranger leur logistique.

Un **autre point important a été lorsque les Occidentaux ont bien voulu livrer des chars de fabrication occidentale à l'Ukraine.** Ce tournant a eu lieu en début d'année 2023, avec l'annonce par Rishi Sunak de la livraison de chars britanniques Challenger II, suivis par les Allemands qui ont autorisé la livraison de chars Leopard II (possédés par de nombreux pays qui devaient attendre le feu vert allemand avant d'envoyer des chars allemands en Ukraine). À ces envois, on peut aussi citer les chars américains ABRAMS.

Enfin, **en mai 2023, les Etats-Unis ont autorisé la livraison d'avions F-16 à l'Ukraine⁵, avions que Zelensky demandait depuis des mois.** À terme, ces avions permettront à l'Ukraine de concurrencer la Russie dans les cieux alors que celle-ci était maîtresse des airs depuis le début de la guerre, ce qui lui donnait un avantage considérable dans cette guerre. Durant l'été les Américains ont autorisé l'envoi de missiles ATACMS qui pourraient se montrer extrêmement utiles dans cette guerre.

En totalité, les pays occidentaux ont promis plus de 100 milliards de dollars d'aide militaire à l'Ukraine. Les Etats-Unis représentent 47% de cela et l'Union Européenne 39%⁶. L'aide à l'Ukraine a aussi été financière, et comme l'aide militaire elle a augmenté tout au long de la guerre. Des Institutions comme le FMI, la Banque Mondiale ou d'autres institutions multilatérales ont aussi fourni de l'aide à l'Ukraine sous la forme de prêts ou dons. Encore une fois, les Américains ressortent comme les plus grands donateurs avec

⁵ <https://www.tf1info.fr/international/guerre-en-ukraine-trois-questions-sur-la-livraison-autorisee-d-avions-de-combat-f16-a-kiev-2257701.html>

⁶ <https://edition.cnn.com/2023/10/05/world/ukraine-money-military-aid-intl-dg/index.html>

pus de 40 milliards de dollars en aide financière et humanitaire. En revanche, l'Union européenne par l'intermédiaire de ses États membres, a apporté sa contribution notamment en accueillant les réfugiés ukrainiens au début de conflit.

Durant toute la guerre, l'action et la communication de Volodymyr Zelensky ont permis de débloquent des milliards d'aide ainsi que de conserver l'opinion publique occidentale attachée à la cause ukrainienne. Il est ainsi capable de faire pression sur ses alliés (sa visite à Washington en décembre 2022 reste dans les annales pour un leaders d'un pays en guerre) et de maîtriser des réseaux sociaux. Son charisme et sa facilité à se connecter émotionnellement avec ses interlocuteurs en ont fait un envoyé de choix.

Dernièrement, les Américains ont décidé d'annoncer de nouveau envois d'armes et de matériel à l'Ukraine, dont des Himars ou des missiles Stinger⁷. Ces **nouveaux envois visent clairement à renverser la vapeur alors que le rapport de force est clairement en faveur de la Russie.**

EXEMPLE DE LA POLOGNE : UNE POSSIBLE FATIGUE ET UN SOUTIEN VACILLANT ?

Depuis le début du conflit, **le soutien occidental n'a jamais été autant remis en cause**, avec une opinion publique lassée sur fond d'une crise économique avec un niveau d'inflation important. Nous ne sommes pas Amazon », c'est en ces termes que Ben Wallace, ancien Secrétaire à la Défense britannique s'est exprimé à Vilnius en juillet dernier⁸. Cette **déclaration montre un certain ras-le-bol des occidentaux face aux demandes de plus en plus importantes de l'Ukraine**. Elle a pu faire craindre un revirement de situation et la rupture entre Kiev et ses alliés.

⁷ <https://www.lindependant.fr/2023/11/21/guerre-en-ukraine-himars-missiles-stinger-systemes-javelin-les-etats-unis-annoncent-une-nouvelle-livraison-darmes-a-kyiv-pour-100-millions-de-dollars-11593279.php>

⁸ <https://www.reuters.com/world/urging-gratitude-weapons-uk-defence-minister-tells-ukraine-were-not-amazon-2023-07-12/>

L'exemple le plus criant de ce nouveau paradigme est la brouille entre l'Ukraine et la Pologne. Cette mésentente est significative car la Pologne fut le premier pays à fournir des chars ou avions à l'Ukraine, ce fut l'un de ses principaux bienfaiteurs avant l'implication américaine mais c'est toujours un **pays capital pour l'Ukraine par sa proximité politique dans l'hostilité de la Russie et géographique.** En effet, le pays a accueilli de nombreux réfugiés et a été une destination intermédiaire pour la grande majorité des réfugiés. De plus, le pays reste important pour acheminer l'aide matérielle internationale. Pourtant, à la surprise générale, le ton est monté entre les deux pays jusqu'à ce que le premier-ministre polonais que l'aide polonaise à l'Ukraine allait prendre fin⁹.

Les tensions entre l'Ukraine et la Pologne sont apparues par le biais des grains et de leur commerce. La Pologne a banni toute importation de grains ukrainiens pour protéger ses agriculteurs. Pour autant, alors que l'Union Européenne avait autorisé cet embargo, le texte a été levé durant l'année, rendant l'action de la Pologne illégale. Le **gouvernement ukrainien a donc décidé d'attaquer la Pologne devant l'OMC pour pratiques non autorisées visant à défendre ses propres intérêts.** Cela a conduit la Pologne à annoncer la fin de l'aide à l'Ukraine, ce qui a fait enrager Zelensky qui s'est exprimé à la tribune de l'ONU fin septembre pour critiquer un pays soit-disant pro-russe, ce qui n'a pas plu aux Polonais. Un autre point de discorde est l'aide au réfugié ukrainiens et la fin annoncée de cette aide spéciale en 2024. En effet, en octobre la Pologne a annoncé mettre fin à cette aide.

Ces différentes tensions et coups d'éclats de la part du gouvernement conservateur polonais **peuvent s'expliquer par les élections qui se sont tenues le 15 octobre dernier.** Le PiS cherchait à plaire au plus grand nombre de Polonais, et **surtout aux agriculteurs qui ont toujours eu une certaine importance électoralement.** La défaite des conservateurs et le retour annoncé de Donald Tusk aux affaires pourrait signifier un changement de

⁹ <https://www.bbc.com/news/world-europe-66873495>

position de la part de la Pologne. Pour autant **la confiance semble brisée et les raisons sont profondes pour expliquer ce revirement**. On peut penser que le cas polonais n'est pas isolé et que de nombreux pays sont dans le même cas de figure.

Sans s'attarder sur ce point, nous pouvons citer trois facteurs :

Le manque d'argent (1), alors que les pays occidentaux doivent faire face à une situation socio-économique difficile marquée par l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat des ménages. Les finances de certains pays ne sont pas illimitées, et surtout l'argent envoyé à l'Ukraine pourrait être mieux utilisé. L'opinion publique de chaque pays concerné commence d'ailleurs à reprocher cette aide à leurs gouvernants.

L'impossibilité de livrer en masse (2), surtout en Europe, alors que les stocks sont bas. Durant de longues années les dépenses militaires dans l'OTAN n'ont pas été suffisantes et ce manque d'investissement se fait sentir. Par exemple, les promesses d'envoi de chars Léopard II n'ont pas pu être tenues dans leur entièreté et certains pays ont dû se résoudre à envoyer des chars Léopard I, plus vieux et moins performants.

La lassitude avec une guerre qui dure depuis presque deux ans (3), une contre-offensive qui ne remplit pas les attentes (malgré l'aide considérable) mais aussi une lassitude envers Zelensky qui est retombé de son piédestal.

Ainsi l'aide à l'Ukraine souffre de cette situation et son futur reste incertain pour l'année 2024.

UN SOUTIEN OCCIDENTAL QUI S'EFFRITE ?

L'ECHEC DE LA CONTRE-OFFENSIVE MONTRE QUE LA GUERRE DEVRAIT DURER

Une des principales raisons de la fatigue occidentale est l'enlisement du conflit et **l'incapacité de l'Ukraine à inverser le rapport de force**. En effet, après de longs mois d'offensive, et alors que les alliés ont transmis une aide importante à l'Ukraine, Kiev n'a toujours pas pris le dessus. Pire, l'armée ukrainienne semble en souffrance face aux Russes qui ont clairement pris l'ascendant.

La **contre-offensive ukrainienne n'a pas tenu ses promesses**. En effet, elle était très attendue surtout depuis que les Occidentaux avaient décidé de passer un cap, en fournissant des chars. Seulement, l'armée russe a construit habilement ses défenses durant l'hiver, se préparant à l'offensive ukrainienne. Ainsi, **les gains territoriaux ukrainiens se comptent en quelques centaines de kilomètres carré, bien loin des attentes d'avancée massive**.

Le soutien occidental s'est révélé moins décisif que par le passé. Précédemment, les premières livraisons d'armes offensives à l'Ukraine s'étaient montrées capitales et avaient permis des avancées massives de l'armée de Kiev. Toutefois, les derniers dons occidentaux n'ont pas eu l'influence espérée sur le champ de bataille. Pire, de nombreux chars et véhicules de combat donnés par les Occidentaux ont été capturés dans les premiers jours de l'offensive. Faisant dire que cette aide fut inutile au vu du résultat. De plus, la majorité des pays occidentaux n'investissent pas suffisamment dans leur défense et il leur fut très difficile d'envoyer ce matériel, ce qui a renforcé la colère de certains. Par exemple, la Pologne a

déclaré ne pas vouloir livrer d'avantage d'armes et de matériel à l'Ukraine car elle préférerait ne pas affaiblir son armée.

De plus, **la stratégie ukrainienne a pu décevoir et renforcer les animosités.** En effet, le plan initial de l'Ukraine était de concentrer ses forces au Sud du pays pour casser les forces russes en deux. L'armée ukrainienne espérait rejoindre Melitopol et ainsi empêcher que l'armée russe occupant la Crimée ne puisse être ravitaillée par voie terrestre. Dans un deuxième temps, Kiev espérait reprendre la péninsule en affrontant une armée déstabilisée avec la fin du pont terrestre vers la Russie. Ce n'est pas ce qui arriva et **beaucoup d'Occidentaux se sont plaints de la piètre stratégie des forces ukrainiennes, qu'ils avaient pourtant formé durant de longs mois.**

L'armée ukrainienne a été incapable d'appliquer les stratégies enseignées par les Occidentaux, ce qui a eu le don d'énervé ses bienfaiteurs qui se sont demandé pourquoi ils s'entêtaient à aider le pays alors qu'ils ne sont pas écoutés. L'Ukraine a même renié complètement les stratégies occidentales pour reprendre leurs anciennes stratégies, qu'ils disaient plus adaptées à la guerre face à la Russie. Ce choix n'a pas été couronné de succès puisque les résultats sont pire. Cela n'a pas amélioré la côte de popularité de Kiev et entraîne une exaspération occidentale. De plus, la stratégie actuelle qui a conduit à se découvrir au Nord Est pourrait se montrer être un mauvais choix, alors que la Russie compte bien en profiter et avancer vers Kharkiv. Les Occidentaux ont l'impression qu'ils ne sont bons qu'à payer et à envoyer des armes à l'Ukraine. Face à cela, l'Ukraine est incapable de livrer des résultats probants, ce qui a le don d'exaspérer et peut mettre en péril l'aide occidentale en faveur de Kiev.

Enfin, **le comportement de Zelensky a tendance à irriter et joue en défaveur de la générosité internationale.** En effet, c'est cette attitude qui a conduit certains à se désolidariser de l'Ukraine. Ce fut le cas de la Pologne,

mais d'autres sont de plus en plus exaspérés par Zelensky comme l'a laissé entrevoir Giorgia Meloni lors d'un canular téléphonique¹⁰.

Tout cela peut faire dire **que l'Occident, et particulièrement l'Europe pourrait « lâcher » l'Ukraine**. En effet, les ressources matérielles peu nombreuses ajoutés aux résultats décevants voire mauvais peuvent pousser nos dirigeants à se questionner sur la suite de l'aide. Nos dirigeants peuvent se dire qu'ils ont fait énormément de concessions, d'autant plus que nos armées européennes sont mal armées, pour très peu de résultats. Additionnellement, le choix de Zelensky de se plaindre du manque de générosité interroge, alors que les européens donnent vraisemblablement plus que ce qu'ils peuvent se permettre de donner.

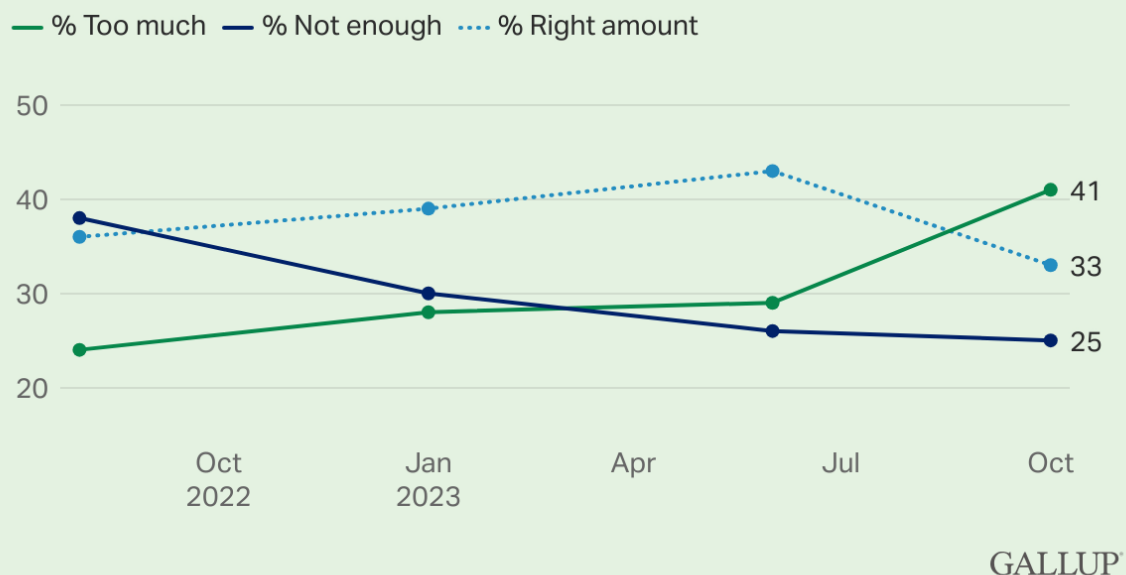
Dans ce marasme, les États-Unis semblaient être les seuls à vouloir continuer à monter en gamme et soutenir l'Ukraine, mais cela pourrait ne plus être le cas. Tout d'abord, **les dernières élections de mi-mandat ont réveillé les positions isolationnistes américaines**. En effet, les classes moyennes et populaires ont marqué leur désapprobation de la politique de Biden pour deux principaux motifs : le risque d'être embarqué dans un nouveau conflit alors que les États-Unis viennent à peine de se retirer d'Irak et d'Afghanistan ; ainsi que la montée des prix notamment avec l'inflation sur l'ensemble des produits dont particulièrement sur l'énergie. Ensuite, **l'aide américaine n'est plus forcément automatique puisqu'elle doit être validée par le Congrès**. Or, depuis les élections de mi-mandat en 2022, la chambre de représentant est détenue par les Républicains dont certains ont manifesté leur souhait d'interrompre l'aide à l'Ukraine. Ainsi, faute d'accord budgétaire avec l'opposition républicaine, les démocrates pourraient devoir interrompre leur aide d'ici la fin de l'année. Enfin, **l'élection américaine de 2024 devrait conduire à un nouvel affrontement entre Joe Biden et Donald Trump si les sondages se confirment**. Or, l'ancien président est en faveur d'un arrêt des hostilités entre l'Ukraine et la Russie, ce qui doit

¹⁰ <https://www.theguardian.com/world/2023/nov/01/italy-giorgia-meloni-prank-call-russia-ukraine-war>

conduire à un arrêt du soutien américain en faveur de Kiev. À ce titre, un sondage Gallup montre que désormais 41% des Américains affirmaient en octobre dernier que l'aide en faveur de l'Ukraine est trop importante contre 29% en juin dernier¹¹.

Shifting Sentiments on How Americans Gauge U.S. Role in the Ukraine Crisis

Thinking about the conflict between Russia and Ukraine, do you think the United States is doing too much to help Ukraine, not enough or the right amount?



LA GUERRE ENTRE ISRAËL ET LE HAMAS RABAT LES CARTES

Un **autre événement a considérablement rebattu les cartes : l'attaque terroriste du Hamas perpétrée le 7 octobre dernier**. Israël est un pays ami et allié de la plupart des pays occidentaux et il est donc normal pour eux d'aider l'état juif. D'autant plus qu'ils sont confrontés aux mêmes problèmes d'islamisme chez eux et qu'il est nécessaire de soutenir Israël dans ce qui

¹¹ <https://news.gallup.com/poll/513680/american-views-ukraine-war-charts.aspx>

ressemble à une guerre civilisationnelle pour reprendre la thèse de Samuel Huntington.

Sachant qu'il était déjà compliqué pour les Occidentaux de fournir de l'aide à l'Ukraine, il semble logique **qu'une aide à Israël rendrait encore plus mince celle accordée à l'Ukraine**. Du côté américain, la situation est semblable. S'ils se sont montrés généreux avec Kiev depuis le début de la guerre, les finances américaines ne sont pas illimitées d'autant que la Maison Blanche doit parvenir à un accord avec les Républicains à la chambre des représentants (1), soutenir le pouvoir d'achat de ses propres citoyens (2), faire face à une explosion de la dette (3) ...

L'attaque terroriste perpétrée par le Hamas du 7 octobre bouscule la géopolitique du Moyen-Orient et même de la scène internationale. Une **escalade ou prolongation de ce conflit pourrait entraîner un changement significatif des priorités géopolitiques pour les nations occidentales**. Historiquement, le Moyen-Orient a été une région d'importance stratégique en raison de sa position géopolitique et de ses ressources naturelles, principalement le pétrole. Un exemple significatif est la volonté des Occidentaux à chercher à régler un conflit israélo-palestinien qui dure, des Accords de Camp David aux Accords d'Abraham, en passant par les Accords d'Oslo. Dans la même idée, les dernières guerres du Golfe ont démontré l'intérêt particulier des Américains dans cette zone, même si cela est remis en cause par le pivot américain vers l'Indopacifique depuis la présidence Obama.

Malgré le changement stratégique des États-Unis en direction de la Chine, la montée des tensions dans la zone avec un risque de régionalisation du conflit a conduit Joe Biden à s'intéresser de nouveau à la zone. Les États-Unis sont le principal bienfaiteur d'Israël, ils ont par exemple aidé à financer leur dôme de fer. De même, les Européens par exemple donnent énormément sous forme d'aide financière et humanitaire à Gaza et aux Palestiniens. À ces intérêts géostratégiques, s'ajoutent l'importation du conflit entre Israël et la Palestine au sein de chacun de ces pays. En effet,

nous avons observé des manifestations importantes de soutien que ce soit en faveur d'Israël ou envers la Palestine. Les opinions publiques occidentales étant très orientées vers ce conflit. Ainsi quand les tensions ont repris entre les deux, il fut normal pour eux de s'intéresser de plus près à la situation, les détournant de fait de l'Ukraine.

Les implications économiques d'une guerre prolongée Israël-Hamas pourraient également affecter indirectement l'aide occidentale à l'Ukraine. Un tel conflit pourrait entraîner des perturbations sur les marchés pétroliers mondiaux, affectant les économies mondiales. Pour rappel, le premier choc pétrolier provient en partie de la guerre du Kippour d'octobre 1973. Les nations occidentales, déjà confrontées aux retombées économiques du conflit en Ukraine, pourraient se retrouver dans une position économique encore plus contrainte.

L'opinion publique dans les pays occidentaux est significativement façonnée par la couverture médiatique. Un conflit intensifié entre Israël et le Hamas est susceptible de dominer les cycles de nouvelles, potentiellement éclipsant la situation en Ukraine. Ce changement dans l'attention des médias pourrait conduire à un changement correspondant dans l'opinion publique et par conséquent, dans les priorités politiques. Or, une des principales qualités de Zelensky a été de mobiliser et de parler aux opinions publiques occidentales qui ont manifesté leur soutien et leur solidarité aux Ukrainiens. **L'évolution de la conjoncture, une attention éparpillée avec la multiplication des fronts, pourraient conduire à une mobilisation moins importante du camp occidental.**

Une **intensification du conflit Israël-Hamas pourrait nécessiter une évolution de la politique de soutien de la part de l'Occident.** En effet, dans cette hypothèse, ces pays vont devoir réaligner leurs ressources diplomatiques et militaires occidentales, potentiellement au détriment de l'Ukraine, une crainte exprimée par Zelensky¹². Cette peur est d'autant plus

¹² <https://www.ft.com/content/d6145249-6589-45dd-bf8f-7ba7f3cb664b>

justifiée que sans l'aide occidentale, l'Ukraine aura du mal à poursuivre le combat et à prendre le dessus sur la Russie. Les nations occidentales, en particulier les États-Unis et les pays de l'Union européenne, ont été des fournisseurs clés d'aide militaire et humanitaire à l'Ukraine. Cependant, leur capacité à soutenir l'aide n'est pas illimitée.

Ainsi, la multiplication des fronts et des attentions pourrait conduire à des arbitrages défavorables à la cause ukrainienne. Un **conflit prolongé Israël-Hamas pourrait tendre ces ressources, conduisant à des décisions difficiles concernant l'allocation de l'aide**. Cela pourrait entraîner une réduction ou une réaffectation des ressources de l'Ukraine vers le Moyen-Orient. De plus, il y a un risque de 'fatigue de l'aide' parmi les populations occidentales, dont le soutien est crucial pour maintenir des programmes d'aide étrangère à long terme.

Le soutien occidental à l'Ukraine ne concerne pas seulement l'aide, mais vaut aussi pour les relations internationales et les dynamiques d'alliance. Il est nécessaire d'insister sur cela, et sans le soutien Occidental, l'Ukraine pourrait devenir un pariât au niveau international, étant donné le rejet de ce conflit par les pays du Sud global.

Les **nations occidentales tentent d'équilibrer divers intérêts stratégiques**, y compris le soutien à l'Ukraine contre l'agression russe, le maintien de la stabilité au Moyen-Orient et l'adresse d'autres défis mondiaux. Un conflit prolongé entre Israël et le Hamas et ses implications ajouterait une autre couche de complexité à cet acte d'équilibrage. En effet, nous avons plusieurs risques avec une prolongation du conflit au Moyen-Orient : une régionalisation du conflit, une instabilité des marchés énergétiques, une importation du conflit, etc.

UNE SITUATION ECONOMIQUE MOROSE EN OCCIDENT ET UNE OPINION PUBLIQUE QUI POURRAIT SE DETOURNER DE L'UKRAINE

Même si la peur de voir l'Occident se détourner de son aide à l'Ukraine est réelle depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre, il faut dire que ce possible désintérêt existait déjà en Occident. En effet, le conflit au Moyen-Orient n'a été qu'un accélérateur, alors que l'opinion publique et certains gouvernants se sentaient déjà fatigués par cette aide.

L'une des premières raisons est l'évolution de la situation économique marquée par l'inflation et la chute de pouvoir d'achat des ménages.

Pendant plus de 30 ans, l'inflation, c'est-à-dire la hausse généralisée et durable des prix des biens et services, est restée basse. En France, elle oscillait entre 0 et 3%, voire 4%. Depuis l'été 2021, l'inflation a brusquement augmenté en passant de 1,5% à 6,8% entre juillet 2021 et juillet 2022. Dans certains pays européens, l'inflation atteint 10, voire 20%. Cette hausse des prix a conduit à une baisse du pouvoir d'achat des ménages. En effet, selon les calculs de l'UBS¹³, les salaires réels étaient en baisse de 13 % en Espagne, de 11 % en Italie, de 9 % en Allemagne. Ces chiffres sont les plus importants de ces dernières décennies, puisque même en cas de grave crise, les salaires réels ne baissaient rarement de plus de 1%. Ainsi, **la préoccupation première des citoyens des pays occidentaux reste principalement le pouvoir d'achat au détriment de l'ensemble des autres thématiques dont le soutien à l'Ukraine.**

La **seconde raison repose sur les conséquences du conflit notamment en termes d'évolution des prix dont ceux sur l'énergie.** Une partie des peuples des pays occidentaux estime qu'ils paient un double prix de l'aide de leur pays en faveur de l'Ukraine. D'une part, une partie de l'argent public n'est pas destinée en faveur des résidents et des citoyens mais à destination

¹³ https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/12/01/en-europe-la-vague-hyperinflationniste-reflue-mais-elle-aura-lamine-le-pouvoir-d-achat_6203297_3234.html

de l'Ukraine afin d'alimenter l'effort de guerre. D'autre part, le conflit qui dure, entraîne des conséquences dans l'instabilité des marchés, notamment dans les prix de l'énergie, de l'alimentaire, etc. Cette situation est accentuée par la politique de sanction qui est mal vécue par une partie des citoyens des pays occidentaux. À ce titre, le conflit entre Israël et le Hamas pourrait déboucher sur un nouveau choc pétrolier qui complexifierait davantage la situation. En cas de nouveau choc pétrolier, les effets sur nos économies seraient bien pires que ceux ressentis après l'invasion russe de l'Ukraine.

La **troisième raison est la multiplication des fronts de tensions sur le plan international** à commencer par le conflit entre Israël et le Hamas et les tensions récurrentes entre la Chine et les États-Unis. Les chancelleries des pays occidentaux étaient principalement concentrées sur le sort de l'Ukraine avec le choc du retour du tragique sur le Vieux continent. Seulement, une fois ce choc passé, les opinions publiques occidentales se sont tournées vers un conflit mobilisateur, celui entre Israël et la Palestine. Enfin, au vu des conséquences et des risques de mondialisation du conflit, les tensions entre la Chine et les États-Unis méritent évidemment une particulière attention.

En conséquence, **ces évolutions de l'opinion publique peuvent conduire à des conséquences pour des pays occidentaux qui sont démocratiques.** En effet, d'une part, la politique des gouvernants commence à être remise en cause. D'autre part, on observe que certains élus se font les porte-voix d'une opinion publique qui est de plus en plus lassé de conflit et de ses conséquences. Les **changements dans l'opinion publique peuvent aussi avoir un impact sur l'aide occidentale, alors que ceux-ci soutenaient encore l'aide il y a quelques mois.** Avec les effets néfastes de la guerre et surtout la situation économique qui s'est dégradée en occident, les populations commencent à exprimer un ras-le bol concernant l'aide. Cela semble pour le moment en décalage avec les dirigeants occidentaux qui restent publiquement attachés à la cause ukrainienne et à la figure de Zelensky. Aux États-Unis, les Républicains remettent en cause cette aide massive à Kiev et voudraient que cet argent soit investi pour les familles

américaines. Une victoire républicaine l'année prochaine avec le possible retour de Donald Trump pourrait remettre l'aide en question.

QUEL AVENIR POUR LE SOUTIEN OCCIDENTAL A L'UKRAINE ?

Volodymyr Zelensky a toutes les raisons de s'inquiéter d'un affaiblissement de l'aide occidental envers l'Ukraine comme il l'a affirmé le 6 décembre dernier. En effet, le président ukrainien disait que Vladimir Poutine « comptait sur un effondrement du soutien occidental ».

Cette prévision peut s'appuyer sur plusieurs éléments : l'Occident doit augmenter son soutien pour inverser le rapport de force puisque la Russie ne va pas s'effondrer toute seule (1), pas de possibilité de résolution puisque Zelensky ne souhaite pas négocier (2), de nouveaux fronts cruciaux risquent de s'ouvrir avec notamment Taiwan (3), l'Union européenne semble en incapacité de prendre le relais des Américains (4).

SANS EVOLUTION, LA RUSSIE NE VA PAS S'EFFONDRE

Malgré certaines prévisions négatives pour la Russie, celle-ci ne va probablement pas s'effondrer dans les mois et années à venir. En effet, les différentes données : politiques, économiques ou géopolitiques semblent indiquer que la Russie est capable de tenir l'effort de guerre.

Sur le plan politique, **Vladimir Poutine semble plus fort que jamais, et il sera certainement réélu président de la Fédération de la Russie**. Pourtant, de nombreuses prévisions pouvaient indiquer une contestation sur le plan interne de la décision de Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine. Celles-ci pouvaient aussi bien viser des rébellions, des désertions ou encore un décès du chef du Kremlin. À ce stade, et notamment après la mort de Prigogine, il semble que Vladimir Poutine soit le maître total de son pays et qu'il va très certainement être réélu dès le premier tour le 17 mars 2024 (un second tour aurait lieu le 7 avril 2024). Cependant, ces résultats doivent être nuancées par des récents sondages qui laissent montrer un affaiblissement du soutien

de la population russe envers l'invasion de l'Ukraine. Ainsi, selon Chroniques¹⁴, **40% des Russes souhaiteraient le retrait des troupes d'Ukraine.**

Sur le plan économique, la **Russie a mieux résisté que prévu aux différentes sanctions infligées par la communauté internationale.** En effet, l'économie russe ne s'est contracté que de 2,1% en 2022. Les prévisions prévoient une contraction de 2,5% dans le scénario le plus défavorable selon l'OCDE ou de 0,2% selon la Banque mondiale. Le FMI prévoit de son côté que la Russie pourrait enregistrer une croissance de 0,7% en 2023 de son économie, de même que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) qui vise 1,5% de croissance. Dans **cette dernière hypothèse, malgré les sanctions, la Russie enregistrerait une croissance supérieure à celle de la zone euro selon la Commission européenne (+0,8%).**

Sur le plan géopolitique, la **Russie semble bénéficier d'une bienveillance d'une partie du Sud Global** soit qui ne condamne pas la guerre en Ukraine soit qui soutient directement ou indirectement Vladimir Poutine. Ce soutien direct ou indirect ne signifie pas que les pays concernés soutiennent pour autant les objectifs de guerre de Vladimir Poutine mais ils peuvent avoir différents intérêts (économiques, géopolitiques) à le faire. Certains comme la Corée du Nord ou l'Iran soutiennent l'effort de guerre russe en contrepartie d'intérêt économique. Dans la même lignée, d'autres pays espèrent que la Russie affaiblira l'Occident et notamment les États-Unis en remportant le conflit. À ce titre, ces pays adoptent une position ambiguë comme la Chine.

En conséquence, pour inverser le rapport de force, il faudrait non seulement que le soutien occidental se maintienne mais surtout s'accroisse pour permettre à l'Ukraine de prendre le dessus. Il n'y a pas d'éléments qui pourraient indiquer que la Russie puisse s'effondrer toute seule sans

¹⁴ <https://fr.euronews.com/2023/12/04/guerre-en-ukraine-le-soutien-de-la-population-russe-seffondre>

évolution de la situation qui l'obligerait à modifier son équilibre interne et son économie de guerre.

UN AVENIR INCERTAIN, D'AUTANT PLUS QUE ZELENSKY NE VEUT PAS NEGOCIER

Ces points négatifs **invitent Zelensky à s'inquiéter, d'autant qu'il ne compte pas négocier avec Poutine**. Seulement, si cette position politique lui avait permis de rassembler largement autour de lui en 2022, elle semble être un défaut en 2023 lorsqu'on évoque la possibilité d'un effritement du soutien occidental. En effet, les différents points rappelés régulièrement dans cette note avec notamment l'échec de la contre-offensive ukrainienne et un leadership menacé sur le plan interne, **constituent des menaces que le président ukrainien doit intégrer dans ses prises de positions**. Pour autant, **aucune négociation n'est envisagée par le Président ukrainien**, qui reste persuadé que son armée sera en mesure de reprendre **l'intégralité des territoires occupés depuis 2014 par la Russie**.

L'obstination d'une partie des Ukrainiens pourrait mener à une rupture avec l'Occident mais surtout à la fin de l'aide, forme de tragédie pour l'Ukraine. Cette fin de non-recevoir catégorique agace en Occident et fait dire à certains que l'aide envoyée en Ukraine est inutile. Pour les partisans de cette option, Zelensky chercherait à courir après une chimère plutôt qu'à privilégier la paix. Devant la situation, certains européens veulent pousser l'Ukraine à négocier¹⁵, alors que certains veulent que l'aide continue pour que l'Ukraine puisse reprendre le dessus et ainsi négocier dans de meilleures conditions. La seconde option, bien qu'alléchante, montre une certaine incompréhension du rapport de force actuel en Ukraine. La Russie possède actuellement un triple avantage, elle domine sur les plans stratégique, militaire et politique. Ainsi, pour inverser le rapport de force dans ce conflit, l'aide ne doit pas uniquement se maintenir mais doit être accentuée.

¹⁵ <https://www.nbcnews.com/news/world/us-european-officials-broach-topic-peace-negotiations-ukraine-sources-rcna123628>

Aujourd'hui les **deux scénarios les plus probables** concernant la suite de la guerre en Ukraine sont : la **fixation du front pendant encore de longs mois** alors que plus la guerre dure plus Poutine est avantagé, ou **une offensive russe qui mettrait à mal une armée ukrainienne déjà en souffrance**. Le scénario d'une victoire intégrale de l'Ukraine s'est évaporée depuis longtemps. Ainsi, une négociation avec Poutine pourrait être une possibilité pour l'Ukraine dans l'hypothèse d'un affaiblissement du soutien occidental. Pour autant Zelensky y reste catégoriquement opposé. Cette obstination, qui commence déjà à déplaire chez les Occidentaux, pourrait accélérer l'abandon occidental de l'Ukraine. Certaines voix se font entendre pour demander une négociation à Zelensky, comme on a pu le voir lors de sa visite à Washington en décembre 2022.

Le choix de Zelensky de ne pas vouloir explorer d'autres options et de négocier pourrait rendre la suite de cette guerre extrêmement complexe. Surtout elle pourrait amener à la fin de l'aide occidentale, ce qui pourrait signifier le début de la fin d'autant que l'Occident doit couvrir d'autres fronts avec notamment l'Indopacifique et le Moyen-Orient.

LA PEUR DE L'ESCALADE A TAIWAN

Durant la récente entrevue à San Francisco, le 16 novembre 2023, entre Joe Biden et Xi Jinping, les guerres en Ukraine et entre Israël et le Hamas ont été abordées. Les États-Unis craignent l'ouverture d'un troisième front au niveau mondial, qui réduirait leur implication et leur aide à l'Ukraine et à Israël.

L'attention américaine est portée sur la zone indopacifique depuis que Barack Obama a introduit le concept de pivot stratégique, pour se concentrer sur la rivalité avec la Chine. Cet objectif s'est maintenu sous la présidence de Donald Trump qui a lancé une guerre commerciale avec son rival chinois et sous Joe Biden. Ainsi, la priorisation du maintien du leadership américain et de la rivalité sino-américaine est partagée par

l'ensemble des leaders des deux grands partis : démocrates et républicains. Dans cette rivalité, les États-Unis ont affirmé qu'ils soutiendraient Taiwan en cas d'invasion militaire par la Chine. Alors que le rattachement de Taiwan à la République populaire est vu comme inexorable par Pékin, Joe Biden a déjà annoncé à 4 reprises être prêt intervenir militairement pour soutenir l'île. Même s'il soutient sur la plan rhétorique la politique de la Chine unique, les États-Unis ont adopté une position claire à l'aube d'une élection cruciale pour l'avenir de l'île.

L'inquiétude américaine s'est accentuée, alors que Pékin a multiplié les exercices militaires dans le détroit de Taiwan depuis la visite de Nancy Pelosi en août 2022. En janvier prochain, se tiendront les élections présidentielles taiwanaises et les Américains ne veulent pas que Pékin s'ingère dans ces élections. Joe Biden l'a d'ailleurs répété lors de sa rencontre avec Xi Jinping à San Francisco en marge du sommet de l'APEC mi-novembre. Sur ce point, les Américains risquent de se montrer intraitables et pourraient déplacer toute leur attention en mer de Chine en cas d'attaque.

Les Américains veulent éviter l'ouverture d'un troisième front à Taiwan, qui coïnciderait avec la fin de l'aide américaine à l'Ukraine. En effet, dans la hiérarchie américaine, un potentiel conflit à Taiwan passerait devant un conflit au Moyen-Orient et donc en Ukraine. Indirectement, les Américains pourraient entraîner leurs alliés européens dans cette guerre en invoquant par exemple le traité de l'OTAN comme ils ont pu le faire précédemment. En cas de conflit avec la Chine, Washington devra faire un choix et cela impliquerait donc une baisse de l'aide occidentale pour l'Ukraine voire pour le Moyen-Orient. La principale raison est que leurs finances ne sont pas illimitées et qu'ils ne pourraient pas se permettre de soutenir trois conflits (surtout avec le retour en force des Républicains à l'aube de l'élection présidentielle). À titre de comparaison, avec l'attaque du Hamas et la peur de régionalisation du conflit, les États-Unis ont déplacé une grande partie de leur flotte dans la zone. En cas de tensions approfondies en mer de Chine méridionale, les moyens militaires et maritimes américains se retrouveraient rapidement en indopacifique pour défendre Taiwan.

Ce détournement américain de l'Ukraine au profit de Taiwan, même si très éloigné en termes de probabilité, **pourrait pousser tous les Occidentaux à se détourner de Kiev**. En effet, les Américains sont les principaux moteurs de l'aide occidentale en Ukraine aussi bien sur le plan financier que sur le plan militaire. Dans cette hypothèse, l'Union européenne ne semble pas armée pour soutenir l'effort de guerre ukrainien.

UNE UE INCAPABLE DE SE SUBSTITUER A L'AIDE AMERICAINE

L'Union européenne est à l'heure actuelle incapable de se substituer aux américains quand il s'agit d'aide. En effet, les pays européens ont déjà du mal à livrer les armes et matériel promis (la totalité des chars Léopard II n'ont pas encore été fournis, alors que certains doivent envoyer des chars Léopard I, ancien modèle, bien souvent en mauvaise condition, pour continuer l'aide à l'Ukraine).

Si les États-Unis venaient à se détourner totalement de l'Ukraine, cela signifierait une fin de l'aide occidentale qui montre déjà des signes d'essoufflement. Pour des raisons politiques et économiques les européens ne seraient pas en mesure de porter sur leur dos l'effort d'aide. Pourtant, ce n'est pas la volonté de certains qui manquent alors que de nombreux politiciens, nourris par des positions historiquement anti-russes, veulent la victoire de l'Ukraine. En effet, l'impuissance européenne se manifeste essentiellement par de mauvais choix stratégique à la Chute du Mur de Berlin en privilégiant les dividendes de la paix plutôt qu'un maintien de nos capacités militaires. De plus, des mauvais choix économiques ont rendus notre appareil productif dans une capacité moindre que d'autres zones économiques. Ainsi, la zone euro a été l'une des zones économiques les moins porteuses en matière de croissance et d'emploi après la crise de 2008 et la crise des dettes souveraines.

QUELLES CONSEQUENCES D'UNE FIN DU SOUTIEN OCCIDENTAL A L'UKRAINE ? L'OCCIDENT VERS LA FIN DE L'HISTOIRE ?

La fin de l'aide occidentale en faveur de l'Ukraine pourrait conduire à une succession d'événements dramatiques pour les pays concernés. En premier lieu, l'avenir de l'Ukraine semblerait très incertain car il est peu probable que l'Ukraine arrive à s'en sortir seule.

Ainsi, dans un premier scénario, un front enlisé profiterait à Poutine qui pourrait conserver ses conquêtes territoriales. Dans un second scénario, la Russie pourrait profiter de la faiblesse occidentale pour lancer une nouvelle offensive d'envergure pour agrandir et consolider ses gains territoriaux. Quel que soit les scénarios de guerre, il est probable que Poutine puisse parvenir à son objectif initial qui était la neutralisation de l'Ukraine (1). Enfin, la défaite de l'Ukraine pourrait constituer un point de bascule dans ce qu'on pourrait appeler la fin de l'Histoire : la fin de la domination occidentale qui ne serait qu'une parenthèse (2).

VERS UNE NEUTRALISATION DE L'UKRAINE ?

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, les intentions de Vladimir Poutine ont suscité des interrogations. Alors qu'il semble que le chef du Kremlin visait une opération spéciale pour renverser le régime de Kiev, son plan B consisterait à installer une guerre de position dans l'Est et le Sud de l'Ukraine pour faire une jonction entre le Donbass et la Crimée. Seulement, l'évolution de la situation avec l'hypothèse d'un affaiblissement du soutien occidental pourrait conduire la Russie à faire évoluer une nouvelle fois sa stratégie.

Ainsi, il semblerait que le plan B de Vladimir Poutine repose sur un affaiblissement du soutien occidental qui conduirait l'Ukraine à un cessez-le-feu pouvant aboutir à sa neutralisation. En fonction du choix du chef du Kremlin à conserver cet objectif, il existe deux hypothèses : un front enlisé qui permettrait à la Russie de conserver son gain territorial (scénario 1) ; une offensive supplémentaire pour conduire à davantage de conquête ou des conditions de fin des hostilités aboutissant à une neutralisation de l'Ukraine (scénario 2).

Scénario 1 : un front enlisé qui profite à Poutine

Sans **aides occidentales supplémentaires, l'Ukraine ne pourra pas remporter le conflit qui l'oppose à la Russie**. Alors que les soldats ukrainiens ont fait preuve de bravoure sur les champs de bataille, le rapport de force est beaucoup trop défavorable pour que l'Ukraine puisse faire mieux que depuis le début des hostilités en février 2022.

La dernière contre-offensive ukrainienne n'a pas fonctionné, c'est-à-dire que sans **soutien supplémentaire ou sans changement de stratégie, une nouvelle offensive conduirait au même résultat**. Les Russes ont eu le temps de préparer leur ligne de défense, et la contre-offensive ukrainienne n'a pas emporté beaucoup de reconquête territoriale. **Il ne faut pas exclure qu'un changement de stratégie militaire puisse emporter de meilleurs résultats**. En effet, une enquête du Washington Post¹⁶ démontre qu'il y avait un désaccord entre Washington et Kiev sur la stratégie à apporter dans la contre-offensive. Ainsi, l'Ukraine a privilégié la multiplication des fronts pour reprendre ses territoires tandis que les États-Unis voulaient un seul front pour concentrer les forces afin de tenter une percée.

¹⁶ <https://www.washingtonpost.com/world/2023/12/04/ukraine-counteroffensive-us-planning-russia-war/>

Ainsi, à **moins que le changement de stratégie puisse obtenir de meilleurs résultats que lors de la dernière contre-offensive, il est probable que l'Ukraine ne puisse récupérer ses territoires perdus depuis 2014**. En effet, dans cette hypothèse, le soutien occidental déclinerait progressivement notamment par l'incapacité des gouvernants à le faire accepter par des opinions publiques de plus en plus lassés par ce conflit. Ainsi, la Crimée sera vraisemblablement hors de portée, tout comme les zones protégées par les défenses russes. Il existe cependant une incertitude, à savoir si la Russie se contenterait de ces positions ou enclencherait une autre offensive.

Scénario 2 : offensive supplémentaire de la Russie ?

Le choix d'évoluer de l'échec de l'opération spéciale (plan A) pour renverser le régime de Kiev vers une guerre de position dans l'Est et le Sud de l'Ukraine (plan B), **ne signifie pas que Vladimir Poutine ait abandonné son objectif de neutraliser l'Ukraine**. Ainsi, il faut imaginer dans quelles circonstances s'établiraient des conditions de paix dans le premier scénario avec un front enlisé. Dans cette hypothèse, il est possible qu'il n'y a pas de traité de paix formel comme lors de la Guerre de Corée mais que les deux armées s'arrêtent sur leur position pour arriver à un cessez-le-feu ou à un armistice.

Dans cette hypothèse, il n'est pas exclu que **Vladimir Poutine soit insatisfait que son objectif de guerre initial soit inassouvi**. Il visait soit la neutralisation de l'Ukraine qui n'adhérerait ni à l'Otan ni à l'Union européenne soit un changement de régime pour installer un régime favorable à l'image de la Biélorussie. Ainsi, il ne faut pas exclure qu'il profite de l'affaiblissement du soutien occidental pour étendre ses conquêtes territoriales notamment dans le Sud pour faire une jonction jusqu'à Odessa ou jusqu'à la Moldavie. Dans la même idée, il pourrait étendre ses positions dans l'Est. Enfin, il ne faut pas exclure, qu'une offensive supplémentaire vise à provoquer une instabilité en Ukraine conduisant à une chute de Volodymyr Zelensky. Pour rappel, la politique étrangère de Vladimir Poutine repose sur une conception large du temps comme l'illustre son soutien au régime moribond de Bachar Al-Assad au début des années 2010 ou encore sa

politique en Afrique. Ainsi, il pourrait très jouer le temps long pour bénéficier à terme d'une Ukraine favorable à l'instar de la Biélorussie.

UN ECHEC DE L'OCCIDENT QUI POURRAIT ETRE LE POINT DE BASCULE DE LA FIN DE L'HISTOIRE ?

Une défaite de l'Ukraine pourrait constituer le symbole d'une « fin de l'Histoire » selon le concept philosophique de Hegel, repris par le philosophe français Alexandre Kojève et réemployé par Francis Fukuyama. Ce dernier affirmait qu'après la Chute du Mur de Berlin, la guerre devenait de plus en plus improbable et qu'il était vraisemblable qu'on aboutisse à une victoire de la démocratie libérale et de l'économie de marché.

Or, pour suivre la même thèse que Francis Fukuyama, **une défaite de l'Ukraine ne pourrait-elle pas entraîner la fin de la parenthèse de la domination occidentale ?** Plusieurs éléments peuvent être constitutifs de cette réflexion : il serait possible pour un état autoritaire de vaincre la coalition occidentale malgré les sanctions (1), ce qui peut conduire d'autres comme la Chine à déclencher les hostilités (2), enfin l'ordre mondial ne pourrait plus être garanti par les États-Unis et les institutions créés au sortir de la Seconde Guerre mondiale (3) remettant en cause la domination occidentale.

La **victoire de la Russie en Ukraine constituerait un symbole sur la fin de la domination occidentale**. En effet, cela voudrait dire que les sanctions occidentales ont moins d'effet que par le passé et que les aides militaires ne sont plus autant *game-changer*. Ainsi, il ne faut pas douter que les services de communication de la Russie et de ses alliés ne vont pas hésiter à démontrer la supériorité de leur modèle par rapport à celui de la démocratie libérale. Si par cas, cela n'aura pas forcément d'effet sur nos démocraties ou à minima mineur, cela pourrait cependant convaincre d'autres pays du Sud Global qui hésitaient.

Dans la même idée, cela **pourrait donner une motivation supplémentaire à d'autres comme la Chine pour agir et défier l'Occident notamment à Taiwan**. Il est probable que Xi Jinping observe avec attention la situation en Ukraine pour parfaire son éventuelle invasion de Taiwan. D'un côté, il doit regarder l'efficacité et le mode opérationnel du soutien occidental pour soutenir un État moins puissant que son voisin. De l'autre côté, il observe aussi que les opinions publiques se lassent et que le temps long peut jouer en faveur des régimes autoritaires à la différence de la Seconde Guerre mondiale ou de la Guerre froide. Dans l'hypothèse, d'un affaiblissement important de l'aide occidental en Ukraine, quelle crédibilité restera-t-il à l'Occident et en particulier aux États-Unis dans la défense de l'Ukraine ?

Ainsi, **l'échec en Ukraine constituerait un premier domino où les pays du Sud Global renverseraient la table contre l'Occident**. Si ces pays ne sont pas d'accord sur leurs objectifs, ils sont unis dans leur contestation de la domination occidentale et en particulier celle des États-Unis. Ainsi, la défaite de l'Ukraine pourrait constituer, une étape symbolique débouchant sur la remise en cause de la domination occidentale notamment des institutions internationales, etc. Dans cette hypothèse, on ne peut exclure une remise en cause de l'ordre et la sécurité internationale comme nous la connaissons depuis la Chute du Mur de Berlin aboutissant à une fin de l'Histoire : celle de la domination occidentale sur le monde.

CONCLUSION

Pour l'instant, **la fin des aides occidentales relève davantage de l'hypothèse que d'une actualité**. En effet, il s'agirait du pire cauchemar de Zelensky à l'heure actuelle et signifierait probablement d'une défaite militaire de l'Ukraine. À ce stade, les Américains démontrent qu'ils œuvrent que cette hypothèse ne se réalise pas. Cette intention est illustrée par les pressions sur la Chine pour que l'Empire du Milieu n'avance pas ses pions en mer de Chine et à Taiwan. Ainsi, **Joe Biden veut envoyer des gages de bonne intention à l'Ukraine, avec des livraisons de matériel plus avancé et de nouveaux paquets d'aides**. Pourtant, les signaux sont négatifs avec l'hypothèse d'une prolongation du conflit entre Israël et le Hamas. En effet, les liens historiques entre États-Unis et Ukraine ainsi que l'importance stratégique du Moyen-Orient, pousseront sûrement les États-Unis à revoir leur aide à l'Ukraine, pour assurer ses arrières.

Dans ce dernier cas de figure, **l'aide européenne ne pourrait pas se substituer à l'aide américaine pour deux raisons**. Tout d'abord car les Européens ont déjà du mal à fournir le peu qu'ils ont promis à l'Ukraine (peu en comparaison avec l'aide américaine bien évidemment). Deuxièmement, car eux aussi sont forcés à regarder vers Israël et devraient aussi fournir de l'aide autant à l'état juif qu'à la Palestine. Ainsi, la réduction de l'aide américaine pourrait entraîner un cercle vicieux qui pourrait être fatal à l'Ukraine, alors que le rapport de force est clairement à l'avantage de la Russie. Le trou béant, laissé par le départ américain ne pourrait pas être comblé par les Européens, ce qui ne présage pas un avenir glorieux pour la défense ukrainienne...

Dans **l'hypothèse d'un effritement ou d'un arrêt de l'aide occidental, il est probable que l'Ukraine perde ce conflit**. Dans la première hypothèse, Volodymyr Zelensky pourrait dire adieu à son souhait de reprendre aux russes les territoires perdus depuis 2014. Dans la seconde hypothèse, il ne faudra pas exclure que Vladimir Poutine vise à long terme de revenir à son objectif initial qui était la neutralisation de l'Ukraine.

La **lassitude des opinions publiques occidentales peut s'entendre et se comprendre dans un contexte économique marquée par l'inflation engendrant une baisse sensible du pouvoir d'achat des ménages**. Cette évolution conduit certaines personnalités politiques à aller dans ce sens, notamment l'un des favoris de la prochaine élection présidentielle américaine, Donald Trump. Seulement, il est important de s'interroger sur la suite des événements à plus long terme dans l'hypothèse d'une défaite de l'Ukraine. **Si les Occidentaux peuvent accepter une défaite de l'Ukraine, peuvent-il véritablement accepter une fin de leur domination sur le monde ?** Il ne faut pas exclure un enchaînement d'événement qui conduirait à cette hypothèse, avec un effritement dans la confiance envers l'Occident et de son modèle.

Par **Pierre Clairé**, Directeur adjoint des études du Millénaire et spécialiste des questions internationales et européennes

William Thay, Président du Millénaire

Crédit photo : [Zelensky et Biden au Sommet de l'OTAN](#), sous licence [CC BY-NC-ND 2.0](#)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*